

463

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 463 3 août 1978
Quinzième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P.: 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Daniel Delley

Les portes étroites de l'asile helvétique

Vendredi 14 juillet, on apprenait donc la condamnation du dissident sociétique Anatole Chtcharanski à treize ans de détention — trois ans de prison et dix ans de camp de travail — pour espionnage au profit des États-Unis; l'écrivain dissident Alexandre Guinzbourg venait d'être condamné, le jour précédent, à huit ans de camp à régime sévère.

Ce même vendredi 14 juillet, le Département politique fédéral publiait que la Suisse était prête à accueillir les dissidents soviétiques dont les procès étaient en cours ou venaient de s'achever en Union soviétique; une proposition transmise au nom du Conseil fédéral — à l'ambassadeur d'URSS en Suisse.

Quoi de plus normal dira-t-on? Un panneau de l'exposition nationale de 1939 ne proclamait-il pas: "La Suisse est un lieu de refuge, c'est là une noble tradition; elle exprime non seulement notre gratitude pour une paix séculaire, mais aussi notre reconnaissance particulière pour les précieuses valeurs que les réfugiés sans patrie nous ont apportées de tout temps".

Au moment où de nombreux Suisses font l'expérience (momentanée ou non: vacances ou émigration professionnelle) de l'hospitalité de pays étrangers, il s'impose de voir de plus près la réalité de l'asile helvétique, au-delà des déclarations d'intention ou des offres précises, telle celle largement répercutée par la presse à l'occasion des derniers procès de Moscou.

N'entrons pas aujourd'hui dans les dédales de la législation suisse sur l'asile. Voyons plutôt la pratique de notre pays en la matière, telle qu'elle apparaît dans les chiffres (pour de plus amples renseignements, consulter la brochure éditée à Genève par le Centre social protestant et l'Association des juristes progressistes; nous nous en inspirons dans les lignes qui suivent: "L'asile politique en Suisse — Des mythes à la réalité"; une adresse utile: CSP, 14 rue du Village-Suisse, 1205 Genève)!

Trois constatations pour vous faire une opinion!

1. *L'asile accordé par les autorités suisses n'est pas neutre sur le plan politique: les réfugiés "de droite" ont la primeur sur ceux de "gauche", d'où qu'ils viennent; "sur les quelque 21.500 réfugiés accueillis de 1964 à 1976, on peut évaluer, en étant très large, à 7 pour cent la proportion des réfugiés qui ne sont pas situés politiquement à droite".*

Il s'agit là d'une politique délibérée, non pas d'un hasard. Pendant la période considérée, toute une série de dictatures de droite ont forcé des milliers de personnes à l'exil: le salazarisme, le franquisme, l'apartheid en Afrique du Sud et en Rhodésie, les coups d'Etat au Brésil, en Uruguay, au Chili, en Argentine, pour ne citer que ces exemples-là.

2. *Le critère de sélection est aussi économique. On accorde l'asile en fonction de la situation du marché du travail. De 1968 à 1970, les 12.000 Tchécoslovaques accueillis "tombent bien" pour soutenir le rythme de l'expansion économique. Dès 1973, avec la "crise", les contingents d'étrangers accueillis au titre de l'asile ne dépassent pas un maximum annuel (de 500 à 1000) beaucoup moins élevé que précédemment.*

3. *La proximité géographique ou culturelle est fréquemment invoquée par les milieux officiels pour justifier l'accueil très large ou au contraire très limité de certains groupes de réfugiés. Après le coup d'Etat au Chili, on répétait qu'il était préférable que les sud-américains restent sur leur continent, les différences de mentalité et de coutumes rendant leur intégration problématique. Dans le même temps, on accueillait — dans une proportion sensiblement plus importante, le double — des asiatiques (Vietnamiens, Cambodgiens) dont il serait difficile de prétendre qu'ils nous sont plus proche actuellement.*

Vendredi 14 juillet, le Département politique fédéral n'a même pas sauvé les apparences.

Lu dans un calepin

“ 8 août

Chaque fois que je m'engage dans la plaine il se passe quelque chose. Mon cerveau tombe au point mort — pour utiliser le vocabulaire des automobilistes — puis émigre dans d'autres espaces, dans un monde où l'on joue de la musique d'autrefois. Chose curieuse, sans mon chien, le phénomène n'a pas lieu. Oui, pour que l'ancien marais lave ainsi mon âme, il faut que mon honorable toutou m'accompagne, que sa queue en trompette tourne devant moi et fixe mon attention.

3 septembre

Ce matin on m'a annoncé la mort d'un ami, au moment où je quittais la maison. A mesure que je marchais dans les champs l'évènement m'a semblé plus lointain. Comme si le décès remontait à des dizaines d'années. Chose curieuse, cette fois j'étais donc en avance sur le temps et non plus en retard. Mais je n'en dis mot à personne. Je passe

déjà pour un original!

16 septembre

Au milieu de la plaine se dresse une colline, but habituel de mes promenades. Ce matin, la brume qui coupait ses flancs s'est reflétée dans l'air et j'ai été l'objet d'un mirage. De grandes barques se balaçaient à mi-hauteur du petit mont. L'après-midi j'ai eu un choc quand on m'a montré des anneaux en fer où venaient s'amarrer les embarcations romaines, il y a deux mille ans, quand l'eau couvrait la plaine et montait à la hauteur de cette brume.

4 octobre

Sur cette colline, on vient de donner une fête, en l'honneur de visiteurs étrangers — deux jeunes tchèques —. Je me suis réjoui, car ma famille habitait Prague. Jadis (moi-même n'ai entendu le parler de mes ancêtres qu'une seule fois, à la radio). Quand je suis arrivé au sommet de la colline où s'égaillaient les enfants, un jeune homme de chez nous leur souhaitait la bienvenue. Il s'exprimait en tchèque. Plus tard j'ai abordé notre instituteur pour connaître le nom de cet

écolier savant. Le maître d'école m'a regardé avec effarement:

— Mais voyons, c'est toi.

Mon chien était attaché à quelques pas. Sa queue tournait, tournait, pendant que j'ai dû parler. C'est le seul souvenir précis qui m'est resté de cette journée.

15 octobre

Je marchais dans les genets, quand j'ai vu ce soir un cercle lumineux s'abattre sur la plaine, “comme un geste de la main”, avec le rythme d'un astre qui se déplacerait au loin. A cette allure, il aurait dû disparaître derrière les arbres et la colline, derrière le ciel, derrière l'horizon. J'ai eu l'illusion d'être un géant en le voyant tomber devant moi. Un air doux caressait mon tympan, le son perçu en appuyant l'oreille contre un poteau téléphonique. Mon chien a poussé un hurlement et s'est enfui. Je l'ai suivi pour le voir sauter dans un vieil étang. Je suis revenu vers la chose mais n'ai trouvé qu'un peu d'herbe chaude sous mon pied. Creusant sous cette herbe, le géologue qui habite notre village a découvert une roche particulière, qu'il a fait analyser. Il pense qu'un

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Une foire aux armes sans frontières

Lecture de *La Foire aux armes*, d'Anthony Sampson.

“Je lui demandai s'il n'y avait pas des difficultés provenant des services de contrôle d'exportations des pays producteurs. Il expliqua avec un rire, qu'il était aisé, avec de l'argent, d'obtenir un certificat de “garantie de destination”, selon lequel un gouvernement acheteur s'engageait à ne pas réexporter les armes. “Simplement nous nous adressons à un pays ami, en lui demandant d'acheter des armes qui nous seront ensuite rétrocédées.”

C'est le jeune Dany Chamoun, — l'un “des principaux acheteurs d'armes pour le camp chrétien” (au Liban), qui répond à Sampson. Cependant, le Liban n'a que peu d'argent et l'on peut se demander comment les acheteurs se procurent les fonds:

“Divers rumeurs ont été répandues à propos de l'origine des fonds — qu'ils proviennent du pillage des banques, de la CIA, des services israéliens, de banquiers de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Iran.” (p.29)

“La politique qui consiste à équilibrer les livraisons d'armes au moyen-Orient, expliquait-il, n'a été que mirages et illusions. Plus les Américains s'efforçaient de parvenir à un équilibre, et plus les Russes donnaient un coup de pouce à l'un des plateaux pour faire pencher la balan-

ce.” Et à propos des tentatives de contrôle des exportations d'armes: “Le plus clair des textes, me dit-il, devient invisible avec une pièce d'or sur l'oeil (dollar, rouble ou guinée).”

Cette fois, c'est l'Anglais Sam Cummings, qui parle, “trafiquant en armes qui a connu la plus brillante réussite...” Lequel, d'ailleurs, appelle de ses vœux la paix: “Une paix mondiale me fournirait l'occasion de mettre à jour mon inventaire.”

“Nous sommes une grande famille”, ajoute l'Allemand de l'Ouest Gerhard Mertins, ancien associé de Cummings.

Que je regrette de n'avoir pas connu le livre de Sampson à l'époque de l'initiative contre l'exportation des armes! A dire vrai, tout cela était

météore est tombé là, il y a un million d'années.

Entre temps, mon chien est mort. Je l'ai enterré dans la plaine, à l'endroit qu'il affectionnait, là où de grands peupliers s'alignent comme des réverbères.

Que va-t-il encore m'arriver?"

* * *

Ces notes sont tirées d'un calepin que m'a remis le garde-champêtre d'un village sis au bord de la plaine de R..., un ancien marais. Officier de police de district, j'avais été appelé à constater le décès d'un jeune homme en rase campagne. Son corps portait des marques noires, de même que le tronc d'un peuplier voisin. Chose curieuse, la brûlure du tronc remontait, elle, à plusieurs dizaines d'années. En 1908 exactement, date où un biplan avait percuté l'arbre au cours d'un meeting aérien.

Le médecin légiste a exclu que la foudre ait pu causer le décès. Il a détecté des traces de benzine brûlée. "C'est comme si ce jeune homme était mort au cours de l'accident de 1908", a-t-il écrit dans son rapport. Mais rien n'a pu être établi. Le dossier a été classé.

G. B.

déjà connu et archi-connu. C'est Sir Basil Zaharoff qui déclare dans les années 30 :

"Je provoquais des guerres, afin de pouvoir vendre des armes dans les deux camps. Je crois que personne au monde n'a pu vendre autant d'armes qu'il m'a été donné de le faire."

Et c'est un représentant de la firme anglaise Vickers qui ajoute : "La corruption n'était ni occasionnelle ni accidentelle, mais constituait une pratique systématique et indispensable dans toutes les branches du commerce (des armes)."

Naturellement, vous pouvez espérer que nous autres Suisses, savons garder les mains propres, et que les mesures du Conseil fédéral suffisent à contrôler les petites activités de Bührle. Toutefois, en un temps où la Grande-Bretagne avait

elle aussi pris des mesures sévères (dans les années 20), "sur quatre cents demandes de permis d'exportations formulées en une année, il n'y eut que sept refus, et la vente des aéroplanes (...) n'était pas soumise au contrôle"!

Si j'étais vous, je lirais *La Foire aux Armes* — et puis, pour me consoler, l'admirable *Coco perdu*, de Louis Guilloux!

J.C.

VAUD

1er août férié : le système de l'extinction des feux

Il n'y a donc pas plus de septante-neuf ans que le 1er août est officiellement ce qu'il est aujourd'hui : la commémoration annuelle du serment de Grütli. En 1899, en effet, en relation avec le 600e anniversaire de la création de la Confédération, le Conseil fédéral recommandait aux cantons l'institution de cette "fête"...

La date choisie à l'époque est-elle adéquate? Une enquête menée auprès des cantons souverains a laissé entrevoir quelques hésitations à ce sujet : les vacances favoriseraient un "absentéisme" déjà marqué parmi les citoyens, mais l'afflu de visiteurs étrangers à cette époque-là de l'année pourrait faire du 1er août une occasion non-négligeable de divertissement touristique-folklorique... Passons!

1er août férié ou non? Le rappel de la fondation de la Confédération ne doit pas être un prétexte de relâchement pernicieux pour les salariés en plein effort estival. C'est l'avis général. Seul trois cantons, Zurich, Schaffhouse et le Tessin ont institué le 1er août comme jour férié légal (ailleurs, de façon générale, les administrations communales et cantonales ne travaillent pas l'après-midi — et c'est tout juste si la corvée de bois pour les feux n'est pas obligatoire pour les fonctionnaires ainsi libérés!). Dans le canton de Vaud, la question est posée

depuis longtemps, depuis très longtemps même : récemment, le POP s'inquiétait du sort réservé à une initiative déposée en 1946, dûment revêtue de 10 783 signatures et concernant un 1er août férié!

En juin dernier, le Conseil d'Etat, responsable de l'enterrement d'un texte qui aurait dû passer devant le peuple depuis belle lurette, répondait aux interpellateurs dans des termes qui valent la citation "in extenso" :

"L'initiative relative au 1er août férié a effectivement abouti, en 1945, en recueillant 10 783 signatures, alors qu'à l'époque il en fallait 6000. "Le comité d'initiative, qui était formé en particulier des personnalités suivantes : MM. Buetiger, F. Boo, J. Chamorel, Decollogny et E. Hirzel, dont quatre sont décédés depuis lors, avait expressément demandé lors d'une entrevue, en juin 1946, au chef du Département de l'intérieur et de la santé publique, de laisser la question en suspens jusqu'à ce que tous les éléments et conséquences de l'action engagée soient connus.

"En effet, il lui était apparu qu'une certaine opposition se manifestait notamment parmi les paysans qui supportaient mal l'idée d'un jour férié légal supplémentaire. Depuis lors, le comité n'a plus rien entrepris pour que l'initiative soit soumise en votation populaire.

"C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat n'a pas fait figurer cette initiative sur la liste distribuée le 28 avril 1978 aux membres du Grand Conseil.

"Après le dépôt de la présente question, le dernier représentant du comité a été consulté et a décidé de retirer cette initiative-pétition par lettre du 30 mai 1978.

"Lausanne, le 9 juin 1978".

La droite helvétique si inquiète face à la "montée" des initiatives et de référendums peut se rassurer : le remède est là, mis au point par les autorités vaudoises, c'est la tactique qui passera à la postérité sous le nom de système de l'extinction des feux (du 1er août). Trente ans après, c'est bien le diable si on ne peut pas convaincre les initiateurs survivants de passer l'éponge.

Diktat à « Tat » : mais pour qui ?

Pendant quelques mois, il y a quarante ans, l'Alliance des Indépendants publiait trois hebdomadaires sous le signe de "l'action": "Tat" en allemand, "Action" en français et "Azione" en italien; les deux premiers avaient été fondés en novembre 1935, quelques jours avant l'entrée des sept députés indépendants au National; le troisième était lancé en avril 1938.

"L'Action" romande disparaissait en septembre 1938; elle reparait pendant quelques mois dans les années quarante, pour mourir ensuite définitivement. "Azione" vit toujours au Tessin, sous la forme d'un hebdomadaire; et en tant qu'organe de Migros elle tient sa place aux côtés du "Brückenbauer" suisse allemand et de "Construire" rédigé en français.

La "Tat", elle, devenait quotidienne dès le 1er octobre 1939. Voyait même le jour, pendant

un certain temps, une édition hebdomadaire contenant une sélection des meilleurs articles du quotidien, ce à l'intention des membres de l'Alliance des indépendants, tenus de s'abonner soit à l'un soit à l'autre.

On le voit, les soucis de Migros et des Indépendants aux prises avec les problèmes de presse et d'information ne datent pas d'hier. En fait, "Tat" a toujours été un quotidien de prestige puisqu'il n'a jamais été bénéficiaire à proprement parler; lorsque Pierre Arnold empoigna le problème de la rentabilité de cette publication, on tint pour acquis semble-t-il que le déficit venait principalement d'une trop nette couleur politique (des Indépendants à tous les postes de responsabilité importants); on fit place nette pour une nouvelle "Tat", "sérieuse, attractive, agressive et objective" (plus de parlementaires indépendants au sein de la "délégation" compétente), sous la houlette du journaliste Roger Schawinski qui venait de faire florès à la TV avant d'être éjecté de son émission "Kassensturz"; le 4 avril 1977, le nouveau

journal apparaissait dans les kiosques, une initiative sur la protection des consommateurs à la clef.

Aujourd'hui, comme on sait, c'est le diktat de Migros: Schawinski doit s'en aller (indemnisé jusqu'à fin 1979) et "Tat" rester ce qu'elle est tout en changeant tout de même, si on comprend bien... Malgré une débauche de faits, de chiffres, de déclarations péremptoires, le fond de cette affaire (de presse) reste remarquablement peu clair:

— Lorsque les hautes instances de la Migros insistent sur l'ampleur du déficit, elles n'éclairent qu'une face du problème: les tirages réels ne sont pas connus, les ambitions réelles demeurent floues (comment a-t-on pu songer sérieusement, dans ce contexte financier pourtant connu des comptables de la maison, à maintenir à tout prix ces 50 centimes, à la vente, à un "Tat extra" du samedi, refusé par une majorité des rédacteurs, à un "SonnTat", refusé par Migros en fin de compte?), les perspectives

Huit millions de déficit en un an

Est-ce le chiffre exact? Huit millions de déficit... Nous n'avons pas vu les comptes mais c'est, paraît-il (les données sont, c'est le moins qu'on puisse dire, fluctuantes!) le déficit de "Tat" en 1977, soit trois mois d'ancienne formule et neuf mois de nouveau régime.

Le tirage: on parle de 70 000 exemplaires vendus et de 230 000 lecteurs; les objectifs du tirage sont atteints, mais ils l'étaient il y a déjà neuf mois, selon Roger Schawinski ("Basler Zeitung" 24.9.1977, p.31). Tenir le pari pour les neuf prochains mois impose un gain de 24 000 acheteurs ou abonnés —

le nombre des lecteurs envisagés doit être le produit d'une "analyse médias" spéciale, puisque les calculs 1978 qui viennent de paraître indiquent "161 000 possibilités de contacts".

Un déficit de huit millions signifie en tout état de cause que chaque abonné ou acheteur régulier au numéro a reçu un cadeau de plus de 100 francs de Migros pendant l'année passée! En contre-partie, chacun des 1,1 millions de membres de la famille Migros a consacré 7 francs à "Tat"... Combien de journaux suisses pourraient bénéficier d'une aide aussi généreuse? Il faut rappeler en outre que Migros est une entreprise qui couvre tout la Suisse. Lui viendra-t-il, un jour, à l'esprit l'idée de consacrer deux millions de francs pour financer un hebdomadaire romand?

Une imprimerie qui a bon dos

A l'origine, une coopérative, la "Genossenschaft zur Limmat"; mais l'imprimerie de la Migros était transformée en société anonyme en 1977 sous le nom "Limmatdruck AG". Son chiffre d'affaires, qui se montait à 13,8 millions de francs en 1972, à 21,9 millions en 1976, a sauté à 31,6 millions en 1977. L'entreprise occupe 412 personnes. Le bilan accusait un total de 1 728 185 Fr. au 31 décembre 1965, de 2 253 313 Fr. au 31.12.1972, de 2 581 986 Fr. au 31.12.1976 (le capital de la coopérative s'élevait à 20 000 Fr.), et il parvenait à un "sommet" respectable de 24 809 290 francs au 31.12.

d'avenir restent vagues (les normes déficitaires fixées dès l'abord par Pierre Arnold pour trois ans de parution sont-elles toujours valables?).

— Lorsque les hautes instances de la Migros font valoir la réticence d'un certain nombre de coopérateurs (sondage national connu fin juin), ne s'abritent-elles pas derrière une volonté "populaire" dont on a peu d'échos dans d'autres domaines de l'activité de Migros?

En définitive, un point seul est clair: cette convulsion de "Tat" met en lumière le pouvoir de l'éditeur sur ce journal "indépendant". Qu'à l'intérieur de Migros, ce pouvoir fasse l'objet d'affrontements entre des managers qui ne voient pas l'utilité d'une presse à côté des investissements publicitaires consentis en masse dans tous les journaux suisses, des conservateurs qui voient d'un mauvais oeil l'argent de la maison "dilapidé" et des partisans d'une presse de prestige, utile à une certaine image de marque de la société, ne change rien à l'affaire.

1977 (le capital de la SA est de 2 millions de francs).

Les investissements indispensables à qui veut disposer de moyens d'impression à la pointe du progrès coûtent chers — tous les imprimeurs le savent! — mais il faut admettre que la Migros pourra toujours utiliser "à plein" sa capacité de production dans l'édition, tant sont impressionnants ses besoins en imprimés de tous genres (emballages, publicités, etc., etc.).

Le télex de Jean Ziegler

Dans son édition du 15 juillet "Tat" a publié, en français, le message suivant: "Vous dis mon admiration et mes vœux fraternels pour votre juste combat. Jean Ziegler Conseiller national"

Un mirage syndical: le journal commun

Tandis que la Migros brasse les millions à la recherche d'une formule de presse qui corresponde à son image de marque sans gêner son affirmation au firmament des grands groupes industriels helvétiques, une autre presse, on le sait, est en quête des moyens nécessaires à une vie, voire une survie discrète. Revenons donc à une réalité qui est le lot de la plupart des éditeurs suisses qui subsistent hors des grandes concentrations. Pour ne pas resasser une fois de plus les problèmes quotidiens de moyenne diffusion, examinons les tribulations de la presse syndicale, dont le réservoir de lecteurs est tout de même important "a priori" (quelque 300 000 adresses en Suisse allemande, pour ne citer que ce chiffre), le coût total des journaux fédératifs et du service de presse de l'Union syndicale suisse ayant été de plus de 7 millions de francs en 1976.

La transformation de la presse syndicale, aujourd'hui comme avant atomisée en une multiplicité de publications diverses, en un véritable service d'informations, moderne et efficace, capable de porter dans le grand public la voix des organisations de travailleurs est une vieille histoire. Au congrès de Bâle, en 1975, les délégués avaient pourtant enfin décidé d'empoigner le problème, confiant à une commission le mandat de jeter les bases d'un "journal syndical commun". Les résultats du travail du groupe de travail adhoc sont significatifs de la difficulté de la tâche envisagée (voir la "Revue syndicale suisse" numéro de juin 78).

Sans avoir besoin de lire entre les lignes le rapport établi après des sondages approfondis auprès des fédérations membres de l'Union syndicale, on se rend à l'évidence qu'il n'est pas question aujourd'hui d'un "journal commun" pour le "partenaire social" le plus important d'un patronat helvétique qui ne manque pas — c'est le moins qu'on puisse dire! — de tribunes dans la presse quotidienne et hebdomadaire.

Le déséquilibre classique subsistera (s'amplifiera, à n'en pas douter, à mesure que certains grands journaux raidissent leur position rédactionnelle, tels la "Neue Zürcher Zeitung", plus que jamais porte-parole de la finance, de l'industrie et du "pouvoir radical"): d'un côté on s'est donné les moyens de peser sur l'opinion, de l'autre on reste, au mieux, confiant dans les possibilités d'exploitation d'un certain libéralisme de l'information traditionnelle.

Pas de création d'un "journal USS qui permettrait (sic) à la fois d'améliorer l'information interne et externe et de renforcer le dialogue, la compréhension et, partant, la collaboration entre les divers syndicats de l'USS" (on se rabat sur l'affirmation progressive d'un "supplément", de plus en plus épais, obligatoire...), pourquoi? Trois types de réticences:

— Les fédérations, qui publient chacune leur journal veulent conserver leur "propre visage", la transmission de celui-ci fût-elle, par la force des choses et des tirages, réservée aux syndiqués, membres, abonnés... et lecteurs convaincus.

— Le coût de l'opération semble inabordable à la plupart des fédérations qui ont déjà toutes les peines du monde à faire vivre leur presse: seule une formule qui permettrait des économies supplémentaires aurait la faveur de quelques-uns (n'entre pas en ligne de compte, bien sûr, l'exploitation de tout un potentiel intellectuel jusqu'ici inexploité, par exemple). Inutile de dire qu'on pouvait compter sur Publicitas, par ailleurs lié à la plupart des journaux ayant pignon sur rue, lui-même engagé dans des entreprises de presse, pour émettre les plus grandes réserves à propos d'éventuelles ressources publicitaires à disposition pour un "journal USS"...

— Une rédaction centrale suscite à l'avance la plus grande méfiance: il est vrai que la répartition actuelle des tâches et des compétences entre l'organisme syndical faîtière et les fédérations membres ne laissent pas apparaître un modèle de collaboration éventuelle entre des rédacteurs venant d'horizons syndicaux divers.

Dès que j'entends parler de conscience je sors mon spectrophotomètre

Je voulais vous parler d'autre chose, mais ce sera pour la prochaine fois...

J'ai donc lu le dernier "Polyrama", "périodique interne" de l'EPFL, consacré à un thème dont la seule mention, généralement me tire une suite infinie de ballelements.

Intéressant. Très intéressant. Surtout par ce que les auteurs ne disent pas, ne voient pas, ne veulent pas savoir. Le thème, c'est : "Science et politique".

Bon, ç'aurait pu être pire.

Thème chiant — quoique *in se* intéressant — pour une raison bien simple: les gens de science et de politique, vus de près, sont les plus grandes putes et les plus fieffés menteurs qu'il puisse se trouver. Rien de moins. Oui, madame, et si ça vous choque, tenez-vous à la barrière. Les uns et les autres croient *détenir un pouvoir*. Premier point commun. Il y en a un second: le pognon. Entre eux, malgré les apparences (qui doivent être sauvées en permanence) *ils finissent toujours par parler de pognon et que de pognon*.

(Et si vous ne me croyez pas, c'est que vous ne les avez jamais écoutés).

La recherche fondamentale, c'est la recher-

che de pognon. Et n'obtient du pognon que celui qui s'est spécialisé dans la recherche du pognon.

Par conséquent, lorsqu'il y a conversation entre gens de science et de politique, la méfiance absolue est de règle: vous pouvez être certains qu'ils cherchent à se rouler les uns les autres, à se piquer des morceaux de pouvoir, de privilèges et de droits de faire suer le monde sans être trop inquiété.

Le reste est remplissage, bonnes manières, brosses à reluire et "après vous cher maître". Bref. Les uns ne pensent à peu près qu'à leurs crédits et les autres à leur réélection. Il faut donc les mettre dans le même sac, fermer le sac et taper dessus avec un bâton. En vérité, je vous le dis, quand les politiciens se tournent vers la science, c'est les trois-quarts du temps pour lui demander de réparer ou de préparer des conneries. Et quand les fricoteurs de molécules s'approchent du pouvoir politique c'est: 1. pour pleurnicher à la recherche de fric (déjà dit, voir plus haut); 2. pour se vanter et faire croire qu'ils sont capables de tout; 3. pour proposer de monter un coup fumant ensemble.

Evidemment, évidemment, il y a des types réguliers des deux côtés. J'en ai même rencontrés. Généralement, ils ont les pires ennuis, se font ridiculiser, sabrer leurs crédits ou foutre dehors. Il leur est généralement reproché *d'exagérer*. D'être manichéens. Tout blanc, tout noir.

(ah! tiens, à propos: et si on faisait une analyse des rapports entre la science et la politique dans l'affaire du fluor en Valais, par exemple, qu'est-ce qu'on rigolerait!) Allez, Mesdames-Messieurs les têtes d'œufs, arrêtez d'essayer de nous faire croire que vous êtes comme des agneaux, que vous venez de découvrir que la science — si une telle chose existe — n'est pas neutre et que vous voulez le bien de l'humanité! Vous êtes comme tout le monde, vous êtes dans la merde jusqu'au cou et tant que ça vous tient chaud vous y restez, discours justificatif à l'appui.

La plupart d'entre vous méprisez ouvertement les politiciens (mais à la cafétaria, seulement) parce qu'ils sont pourris, ne comprennent rien, manquent de rigueur, d'informations et gnagnagna... Mais quand il s'agit de demander du fric, c'est alors le déculottage en règle, la foire d'empoigne, malgré les beaux rapports et les formules de politesse. Allez, je connais le truc, faites pas les innocents! La science plus propre que la poli-

VALAIS

Karl Dellberg: de l'idéal à l'action

Karl Dellberg est mort, et, bien sûr, une page de l'histoire valaisanne est tournée.

On ne se rend peut-être pas exactement compte, dans le reste de la Suisse romande, malgré les hommages publics qui lui ont été rendus, du poids de ce lutteur dans la vie contemporaine du Valais (et de la Suisse tout entière).

Souvenirs. Il y a un peu plus de quarante ans, un petit journal bi-mensuel paraissait à Lausanne sous le titre "Le Falot — le cri du peuple valaisan"; on y trouve des signatures de nombreux militants, les uns décédés depuis, les autres encore actifs dans la lutte pour le socialisme en Valais, tel Alexandre Walter.

Dans l'un des numéros que nous avons consultés, la chronique du Grand Conseil est rédigée par Dellberg qui avait déposé une motion pour une juste imposition et une interpellation en faveur des ouvriers de Chippis, dont plusieurs

centaines étaient renvoyés chaque hiver, sans qu'ils puissent bénéficier d'une quelconque assurance chômage.

Et Dellberg de commenter la réponse officielle — presque totalement négative — qui lui avait été opposée: "C'était plus facile de déclarer, dans un grand discours, comme le fit Troillet en 1919, "nous ne voulons pas, dans la voie du progrès social, suivre, comme les derniers d'une caravane, les autres cantons, mais nous voulons qu'on nous imite", que de mettre en pratique un tout petit peu, oh! combien petit, de la justice sociale!"

tique! La bonne blague! Les gugusses qui mettent au point des bombes dirigées par lasers, c'est qui, des bagnards de Cayenne? (En passant, coup de chapeau au texte de M. Lucien Borel, "Plaidoyer pour une technologie à visage humain")

Bon. C'est pas tout.

Il va falloir que j'aïlle ramasser les framboises avant qu'elles tourment de l'œil.

Je prends un cornet ou un panier?

Un panier, ça serait peut-être mieux.

Gil Stauffer

Vite, je suis pressé!

Si vous aimez les soupes aux légumes, les rendements à l'hectare, les bibliographies complètes et les ingénieurs agronomes intelligents, courez vous acheter "Energie et agriculture - Le choix écologique", de Jean-Roger Mercier, Editions Debard (17, rue du Vieux-Colombier, Paris 16).

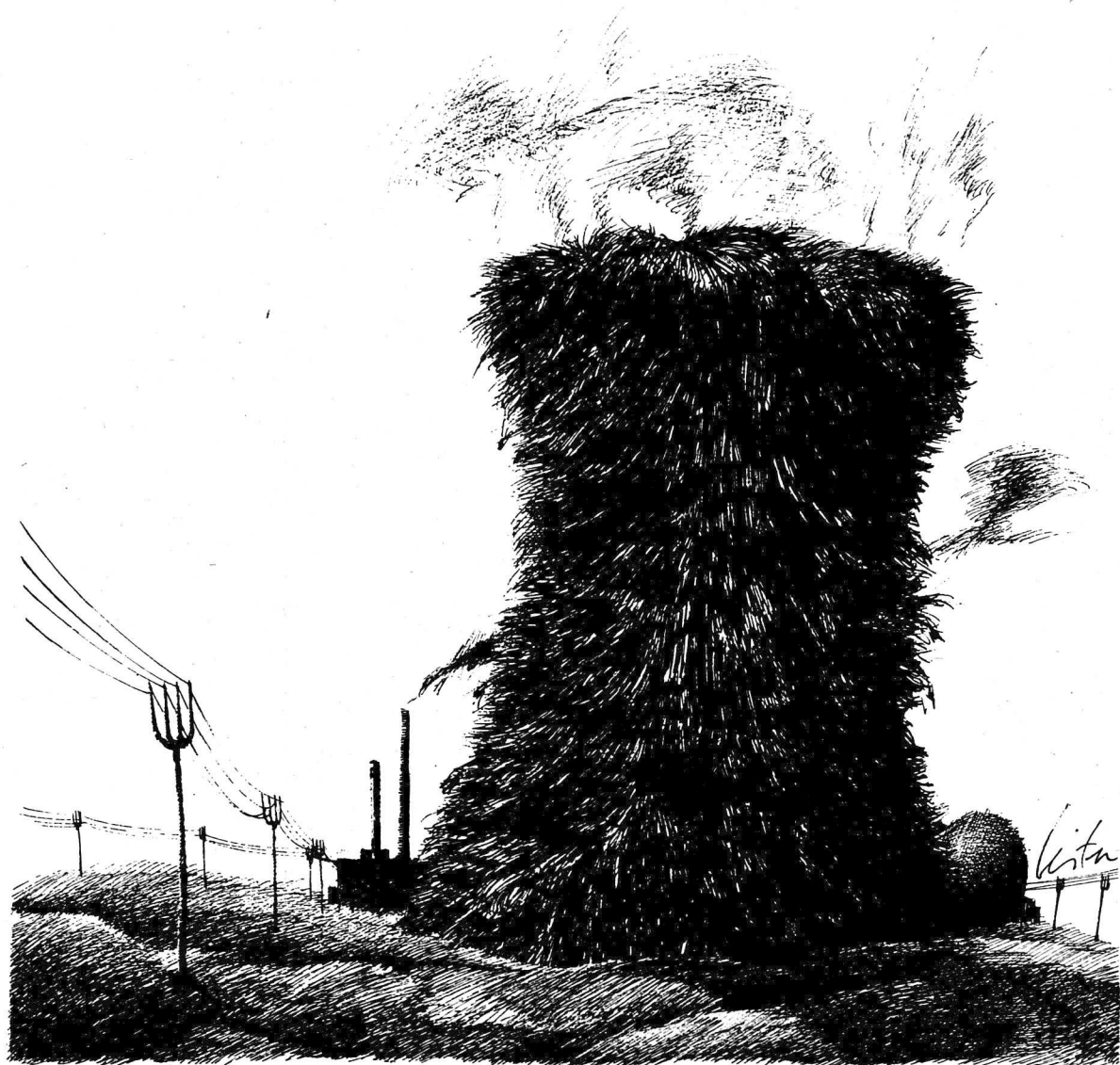
Ce n'est pas demain la veille que le "Sillon Romand" ou "Terre romande", journaux pleins de pesticides et d'herbicides et de récriminations, parleront de ce bouquin qui est à "l'ecoengineering" (hé, oui) ce que les pédales sont à un vélo.

Gil Stauffer

D'autres juristes

Les groupes de Bâle, de Zurich et de Berne des juristes progressistes et démocrates préparent la fondation, l'automne prochain, d'une organisation nationale des juristes démocrates. Rappelons que ces groupes publient déjà la revue trimestrielle "volk / recht" (peuple et droit; adresse utile: c. p. 1308, 4001 Bâle).

Encore deux numéros de DP au rythme estival et bimensuel: DP 464 paraîtra le 17 août et DP 465, le 31 août. A bientôt!



Energie: du Tout - nucléaire au Tout - fumier.

Sentiers européens

L'engourdissement estival traditionnel de la scène politique a au moins le mérite de permettre quelques variations journalistiques des menus d'actualité dans les principaux organes de presse; les grands thèmes classiques de commentaires s'effaçant momentanément, on voit poindre des sujets différents, considérés comme mineurs pendant le reste de l'année et réduits régulièrement à l'état de textes très courts ou de notes rédigées en style télégraphique. Relativité saisonnière de l'information!

Cet été, parmi d'autres, un thème classique de préoccupation prépare entre les lignes sa "rentrée" populaire, l'Europe (élections, négociations économiques, etc.). Non pas qu'elle ait été absente jusqu'ici — et loin de là! — des sommaires des journaux, mais sa percée vers les gros titres directement accessibles avait été difficile; il y a gros à parier que cela va changer dès l'automne. Depuis des années et des années du reste, des publications spécialisées, fort nombreuses, préparaient en quelque sorte le terrain vers cette "consécration" délicate. Voyez par exemple la revue "Europa", organe de l'Union européenne, du Mouvement européen en Suisse et de l'Association suisse pour le Conseil des communes d'Europe (adresse utile: Secrétariat central de l'Union européenne, case postale 215, 3000 Berne 26)!

"Europa" poursuit, mois après mois, un travail indispensable de vulgarisation méticuleuse de l'idée européenne. Pour rester dans le ton des vacances, un reflet d'un de ses articles paru dans sa livraison de juillet/août sous le titre "Traversez l'Europe à pied!". Ou la façon de prendre contact avec la réalité européenne sans autre intermédiaire que la semelle de ses chaussures.

Quelques années après la guerre, une commission du tourisme pédestre de l'Alliance internationale de tourisme avait déjà mis sur pied trois circuits pédestres internationaux, le Tour du Mont-Blanc (extraordinaire succès:

en 1975, 10 000 personnes font connaissance avec cet itinéraire), le Sentier des trois pays autour de Bâle et le Sentier Ardennes-Eifel. Aujourd'hui, six sentiers européens sont en très grande partie balisés (guides à l'appui): — Mer du Nord - lac de Constance - St-Gothard - Méditerranée ou Hambourg - Constance - Gênes, 2.100 km.

— Atlantique - Ardennes - Forêt de Bohême ou Royan - Marktrewitz, 2350 km.

— Pyrénées - Jura - lac de Neusiedel (frontière hongroise) par les Cévennes, le Jura suisse et le lac de Constance, 2050 km.

— Lac de Constance - Adriatique ou Constance - Venise, 600 km.

— Baltique - Adriatique ou Lübeck — Rijeka 1300 km.

— Hollande - Méditerranée ou Bergen-op-Zoom - Nice, 1450 km.

Pour tous les goûts, donc! Et des prolongements sont prévus vers la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Angleterre; l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Où les marcheurs prennent les "politiques" de vitesse... Les sentiers sont balisés selon le système en vigueur dans chaque pays, mais de loin en loin, aux points importants (St. Cergue est par exemple un important "noeud" de communications), on trouve de petites plaques blanches portant en français, en allemand ou en italien le nom du sentier. L'Association européenne de tourisme pédestre groupe actuellement quinze pays soit: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-bas, Suède, Suisse, Yougoslavie; en tout, des associations affiliées qui regroupent plus d'un million de membres et entretiennent un réseau balisé de quelque 300 000 km.

BAGATELLES

Sierre organise une exposition pour rendre hommage au peintre Edmond Bille, né en 1878, il y a un siècle. Voilà qui vous intéresse peut-être! Un point d'histoire en guise de supplément d'information: les résultats des élections

au Conseil national de 1943 dans le canton du Valais mentionnent comme deuxième des "viennent ensuite" de la liste du Parti socialiste valaisan: Bille, Edmond, né en 1872, artiste peintre, de Boudevilliers (Neuchâtel), à Sierre. Il doit bien s'agir du même homme, même si les dates de naissance ne correspondent pas.

* * *

Une discussion sur un point d'histoire contemporaine s'engage en Suisse alémanique. Des lecteurs du "Nouvel Illustré" se souviennent peut-être de l'article consacré, à fin 1976, à Maurice Bavaud, un jeune Neuchâtelois qui avait voulu attenter à la vie d'Hitler et qui a été décapité en 1941. Un film de Villi Hermann, Hans Stürm et Niklaus Meienberg est en préparation sur cette tranche de vie d'il y a près de quarante ans... et la réaction ne se fait pas attendre, puisque l'historien Klaus Urner publie une longue étude sur le sujet dans la "Neue Zürcher Zeitung". La dispute sur ce cas tragique ne fait probablement que commencer.

* * *

A la mort d'Hans Oprecht, ancien président du Parti socialiste suisse, on a rappelé plus ou moins largement certaines de ses activités. C'est si vieux! Qui a songé à rappeler qu'il était un des fondateurs de l'organisation de résistance "Aktion Nationaler Widerstand" qui préparait une action clandestine en cas d'occupation de notre pays pendant la dernière guerre?

* * *

Cinquante ans après la conquête d'une majorité socialiste dans la ville de Zurich, le parti socialiste de cette ville profite d'une élection complémentaire à la municipalité pour tenter de reconquérir une majorité perdue depuis longtemps.

* * *

Le Parti socialiste suisse était probablement le seul parti suisse à compter une femme dans son comité directeur en 1912. Il s'agissait de "Frau Haubensack", de Zurich. Elle était un des onze membres de ce comité où l'on trouvait aussi des personnalités ayant joué un rôle historique, comme par exemple, Hermann Greulich et Fritz Platten.